

International

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE DE 2016 À TRAVERS LE PRISME DES SONDAGES

Frédéric Micheau

21/03/2017

À quelques semaines du scrutin présidentiel aux États-Unis, Frédéric Micheau analyse les deux temps forts de cette campagne électorale : celui des primaires des deux grands partis et celui de la campagne et de ce que les différents sondages laissent présager comme issue électorale.

La fin de tout mandat politique pose la question de l'alternance ou de la continuité du pouvoir en place. Cette interrogation classique prend encore plus de sens cette année aux États-Unis puisqu'après huit ans à la Maison Blanche, Barack Obama n'est pas en mesure de participer à l'élection présidentielle qui se tiendra le 8 novembre 2016, le XXII^e amendement à la Constitution américaine limitant à deux le nombre de mandats du chef de l'État.

La nature bipartisane du système politique américain renforce l'enjeu de la conservation ou de l'accession à la présidence, le sort de chaque parti étant nécessairement lié à celui du parti adverse. À cet égard, l'analyse historique montre que depuis 1945 la répartition du pouvoir présidentiel entre les deux grands partis est assez équilibrée : les démocrates ont résidé 31 ans à la Maison Blanche, contre 36 ans pour les républicains. Chaque camp a connu six présidents différents. La durée des cycles électoraux est également relativement homogène. Dans la quasi-totalité des cas, le pouvoir exécutif n'a pas changé de couleur politique pendant huit années, qu'il soit exercé par un seul président (Dwight Eisenhower de 1952 à 1960, Bill Clinton de 1992 à 2000, George W. Bush de 2000 à 2008) ou par plusieurs du même parti (John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson de 1960 à 1968, Richard Nixon et Gerald Ford de 1968 à 1976).

À l'inverse, le fait de détenir la présidence pendant douze ans est relativement rare à l'époque moderne. Les démocrates n'ont pas fait trois mandats consécutifs pleins depuis plus d'un demi-siècle, peut-être en raison de la longévité atypique des présidences de Franklin D. Roosevelt puis de Harry Truman (1932-1952). À droite, le dernier cycle de trois mandats d'affilée date de la période 1980-1992 (Ronald Reagan puis George H. Bush). Depuis, toutes les tentatives pour conserver

pendant douze ans la Maison Blanche se sont soldées par des échecs : ni Al Gore en 2000, ni John McCain en 2008 ne sont parvenus à prendre le relais d'un président qui appartenait au même parti politique qu'eux.

Les statistiques concernant les cycles électoraux sont ainsi plutôt favorables aux républicains, qui espèrent voir se refermer en 2016 la parenthèse démocrate ouverte en 2008. Cette règle empirique est-elle sur le point de trouver une nouvelle confirmation ? La lecture objective des chiffres des sondages d'opinion et des intentions de vote fournit une série d'informations permettant de le savoir. Mais pour comprendre l'orientation que prend le corps électoral, il convient d'effectuer un retour sur les élections primaires des deux partis, à travers le prisme des données recueillies par les instituts de sondage.

Les primaires républicaines : un hold-up électoral

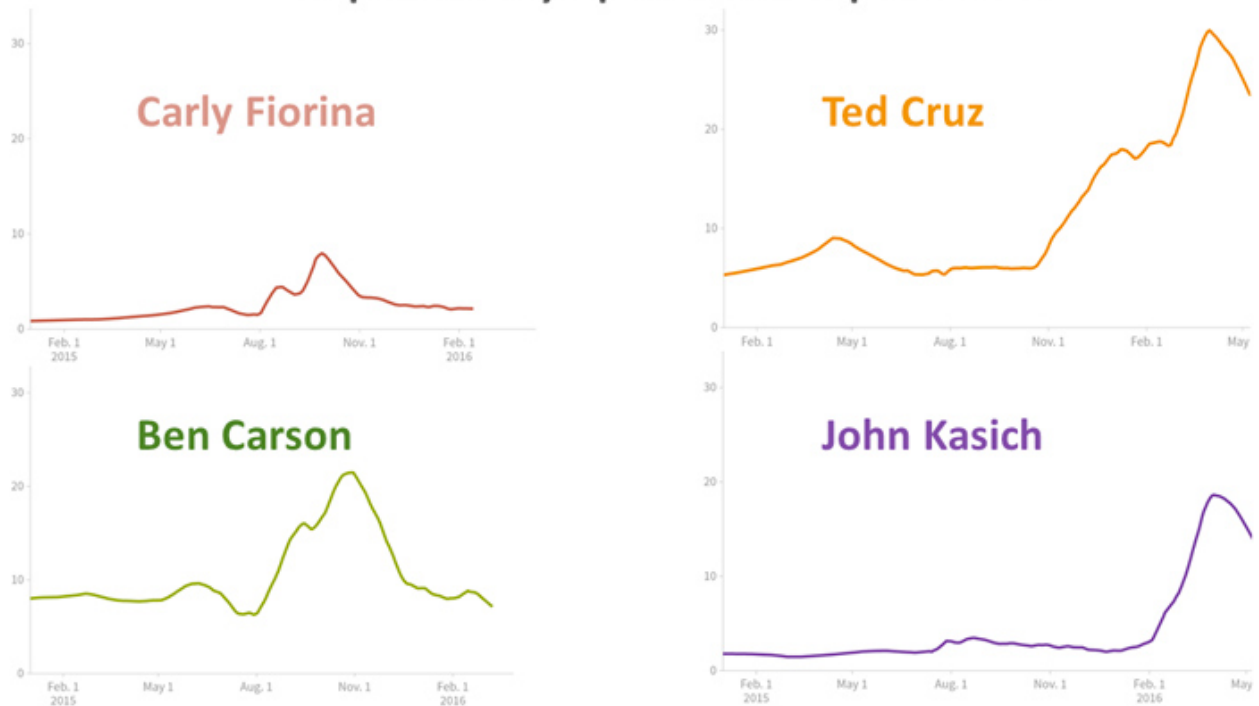
Au sein du camp républicain, il faut relever de prime abord le foisonnement de candidats. La perspective de l'alternance a libéré de multiples ambitions, ce qui s'est traduit par un nombre record de prétendants : 17 candidats se sont lancés dans le processus visant à obtenir l'investiture de leur parti, dont 9 gouverneurs, 5 sénateurs et 3 membres de la société civile. Cette profusion est typique des fins de seconds mandats présidentiels, l'opposition considérant que le balancier mécanique du pouvoir associé à l'usure du président en exercice favorise ses chances d'élection. En 1948 déjà, après seize ans de présidence démocrate, 15 candidats républicains avaient participé aux primaires en espérant déloger le successeur non élu de Franklin D. Roosevelt, Harry S. Truman qui, contre toute attente, est parvenu à l'emporter face au gouverneur de New York, Thomas Dewey.

Une première sélection a été opérée parmi cette pléthore de candidats à l'occasion des débats télévisés organisés à l'été 2015. Confrontées à la nécessité de limiter le nombre d'intervenants, les chaînes de télévision se sont appuyées sur les sondages pour choisir les débatteurs : seuls les 10 candidats obtenant les scores les plus élevés dans les intentions de vote étaient autorisés à participer au débat de prime-time, les autres étant relayés à un débat organisé plus tôt, et donc moins visible médiatiquement. Parmi ceux-ci, notons la présence de plusieurs candidats déjà en lice en 2012, comme Rick Perry, l'ancien gouverneur du Texas, et Rick Santorum, qui avait mis en difficulté Mitt Romney lors de la précédente campagne présidentielle. Mais ni l'un ni l'autre ne sont parvenus à recréer à leur avantage une dynamique électorale. Seule Carly Fiorina, ancienne dirigeante de Hewlett-Packard, a pu s'extraire de ce groupe et s'imposer parmi les principaux candidats grâce à sa progression dans les sondages.

Une dizaine de personnalités ont ainsi été identifiées comme des candidats de premier plan : Jeb W. Bush, ancien gouverneur de Floride ; le neurochirurgien Ben Carson ; Ted Cruz, sénateur du Texas ; Mike Huckabee, ancien gouverneur de l'Arkansas qui avait fait bonne figure au cours de la primaire républicaine de 2008 ; John Kasich, gouverneur de l'Ohio ; Rand Paul, sénateur du Kentucky et fils du libertarien Ron Paul ; Marco Rubio, le sénateur de Floride ; le promoteur immobilier Donald Trump ; Chris Christie, gouverneur du New Jersey.

Dans un premier temps, la confrontation entre ces candidats a obéi au schéma classique de la pré-campagne : un favori incarne une ligne politique modérée et subit la concurrence de plusieurs rivaux politiques, qui portent un message idéologique situé beaucoup plus à l'extrême sur l'échiquier politique. En 2015, Jeb Bush a occupé la place du candidat soutenu par l'appareil du parti, qui était celle de Mitt Romney en 2012, d'une certaine manière de John McCain en 2008 et de son frère George W. Bush en 2000. Dans ce modèle électoral empirique, ce candidat subit des assauts successifs de la part de ses concurrents, mais leur oppose une résistance qui lui permet finalement de l'emporter. Chacune de ces vagues de contestation est portée par des hommes et femmes politiques différents, qui progressent rapidement dans les intentions de vote, atteignent un pic avant de décliner irrémédiablement. Cette succession de courbes en cloche est caractéristique des élections primaires. Elle est particulièrement perceptible à propos des candidatures de Carly Fiorina, de Ben Carson, du sénateur du Texas Ted Cruz et du gouverneur de l'Ohio John Kasich, comme le montrent les graphiques suivants.

L'évolution des intentions de vote de différents candidats auprès des sympathisants républicains



Source : Huffpollster

Deux faits notables cette année sont venus s'opposer à ce déroulé classique. D'abord, certaines des évolutions ont été simultanées. C'est le cas à l'automne 2015 des candidatures de Carly Fiorina et Ben Carson, qui ont semblé couplées même si les niveaux divergeaient. L'observation vaut également en février-mars 2016 pour Ted Cruz et John Kasich. Mais surtout, ce qui relève de la nouveauté, c'est l'effondrement du leader putatif, Jeb Bush, alors que jusqu'à présent un positionnement modéré, raisonnable et responsable, assurait la prévalence de celui qui réussissait à l'adopter.

Au début 2015, de nombreuses conditions étaient pourtant réunies pour créer un environnement particulièrement favorable à sa candidature :

Les fonds : La puissante Bush Inc., surnom donné à la machine financière du clan familial, avait collecté à la disposition de son candidat plus de 160 millions de dollars, alors même que, dans le système politique américain, celui qui dépense le plus est généralement élu.

La notoriété : Il s'appuyait également sur une meilleure reconnaissance nominale (name recognition) : en février 2015, seuls 15% des Américains n'avaient jamais entendu parler de Jeb Bush. Cet avantage concurrentiel majeur était évidemment lié à son inscription dans une lignée

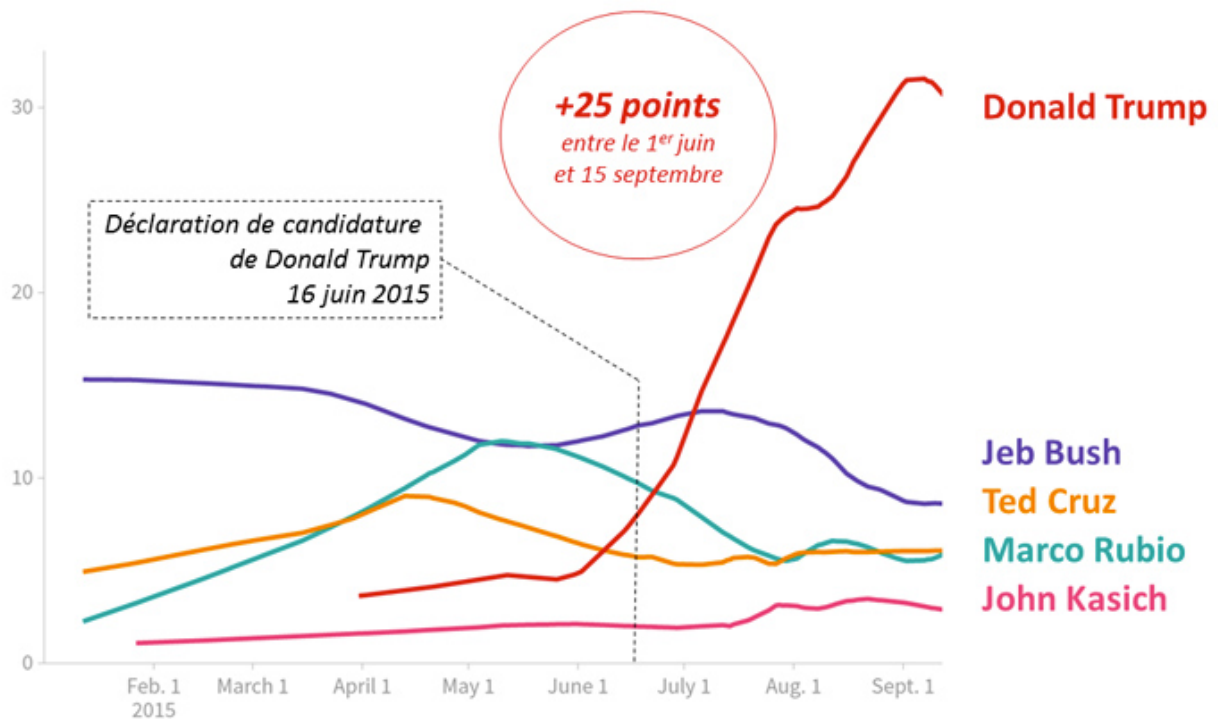
politique très évocatrice pour les sympathisants républicains, qui conservent également une bonne opinion des 41^{ème} et 43^{ème} présidents.

Le soutien institutionnel : Jeb Bush bénéficiait enfin des réseaux politiques particulièrement denses tissés depuis plus de quatre décennies par sa famille au sein des instances dirigeantes du Parti républicain, au niveau fédéral et dans les différents États clés, notamment la Floride dont il fut gouverneur.

En dépit de la possession de ces trois ressources majeures, Jeb Bush n'a jamais dépassé la barre des 15% dans les intentions de vote. Il est apparu comme un homme politique du passé, faisant campagne comme dans les années 1990, et portant une candidature terne, sans souffle ni vision.

Sa candidature a été reléguée à l'arrière-plan par la percée de Donald Trump, qui constitue l'élément le plus spectaculaire de cette séquence électorale. Signe de l'importance symbolique et stratégique de l'exercice de la déclaration de candidature, le discours prononcé le 16 juin 2015 par lequel Donald Trump a lancé sa campagne, présenté les grands traits de son programme et révélé son slogan « Make America Great Again » lui a permis de prendre en moins de trois semaines un avantage décisif sur l'ensemble de ses rivaux et de les surclasser : entre le 1^{er} juin et le 15 septembre, sa progression moyenne dans les sondages est de l'ordre de 25 points. La pente de la courbe dessinée par les intentions de vote tend en sa faveur vers la verticalité, ce qui signifie à la fois la puissance et la rapidité du jaillissement de cette candidature.

L'évolution des intentions de vote de différents candidats auprès des sympathisants républicains

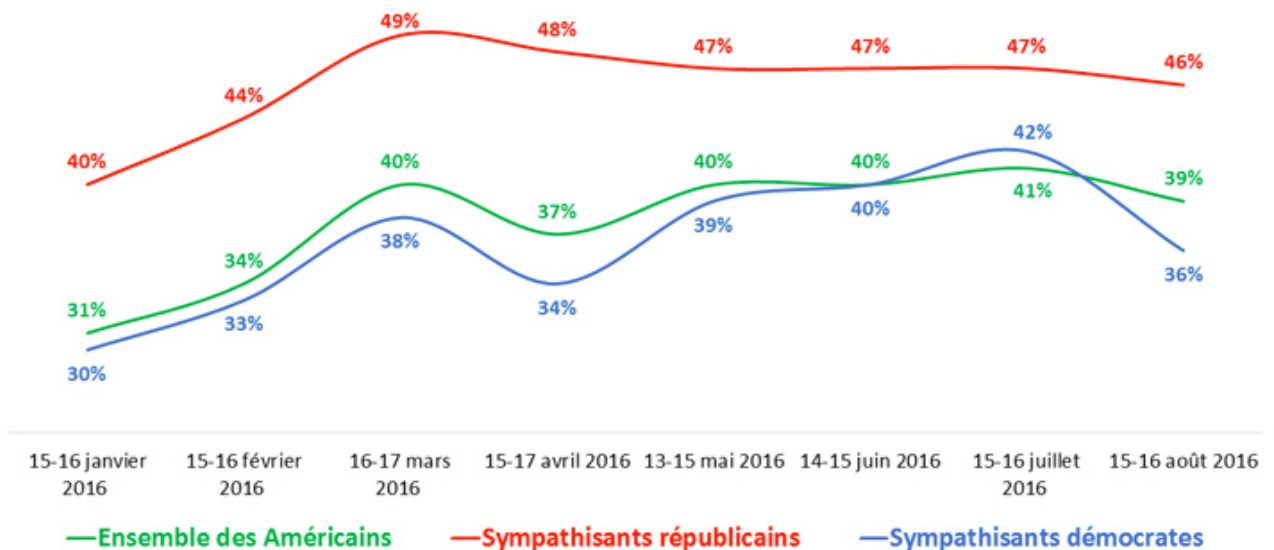


Source : Huffpollster

Après ce surgissement, sa candidature a connu un palier, puis s'est trouvée relancée après les attentats de Paris du 13 novembre 2015. Sa victoire lors des primaires de février 2016 (New Hampshire, Caroline du Sud) a conforté son statut de favori. En mars, il a gagné la primaire de Floride, ce qui a conduit Marco Rubio, sénateur de l'État et figure montante du Parti républicain, à abandonner. Tandis que John Kasich n'emporte la primaire que de son propre État (Ohio), Ted Cruz parvient à conquérir un nombre important de délégués, mais pas suffisamment pour empêcher Donald Trump de devenir le candidat présomptif (*presumptive nominee*) du parti.

En renouvelant par son style l'exercice très classique des primaires, notamment dans les débats, la candidature du magnat de l'immobilier a suscité un fort intérêt, visible dans la mobilisation des électeurs : la participation électorale dans les primaires républicaines a atteint son plus haut niveau depuis 1980. Plus généralement, l'attention portée à la présidentielle est cette année nettement plus élevée parmi les sympathisants républicains que parmi les proches du Parti démocrate.

L'évolution de l'attention portée à l'élection présidentielle selon la sympathie partisane



Source : Gallup Presidential Election 2016 Key Indicators

Cet intérêt provient du caractère très atypique de Donald Trump : issu de la société civile, il ne disposait d'aucune expérience politique et n'a jamais été élu ; il ne pouvait s'appuyer sur aucune organisation de terrain ; il dépensait avec parcimonie ; il ne défendait pas une ligne politique modérée et il n'était pas soutenu par l'establishment du parti. Dans les règles non écrites qui régissent la politique américaine, ces lacunes étaient jusqu'à présent considérées comme rédhibitoires pour obtenir l'investiture d'un grand parti, ce qui a conduit de nombreux analystes, sur les deux rives de l'Atlantique, à commettre des contre-sens à propos de la viabilité de sa candidature.

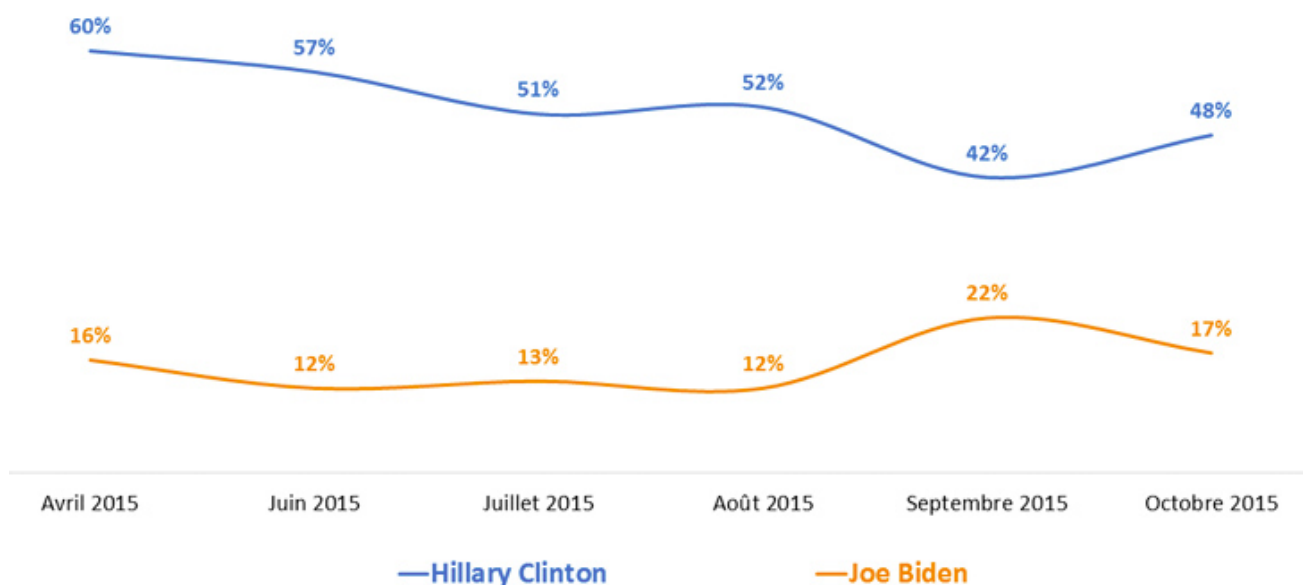
En réalité, loin d'être des handicaps, ces particularités ont favorisé Donald Trump en le démarquant de ses rivaux : il est apparu comme un homme neuf, en dehors du système politique et de la corruption morale associée à Washington DC, indépendant des lobbies et des puissances d'argent de Wall Street qui soutiennent les autres candidats. En s'appuyant sur ces spécificités et en agrégeant des éléments idéologiques composites dans un message populiste et isolationniste proche de celui porté en 1992 par Pat Buchanan, Donald Trump a réussi le plus grand hold-up électoral de l'histoire du Parti républicain.

La primaire démocrate : le parcours troublé d'Hillary Clinton

Dans le camp démocrate, le jeu politique est apparu beaucoup moins ouvert, ce qui a fortement

réduit le nombre de candidatures. Hillary Clinton a longtemps semblé en position de force, devançant de plusieurs dizaines de points son premier concurrent potentiel, Joe Biden, qui a finalement choisi de ne pas présenter sa candidature. Longuement réfléchi, la décision du vice-président a sans doute tenu compte de l'écart important qui le séparait de l'ancienne First Lady dans les intentions de vote.

L'évolution comparée des intentions de vote en faveur d'Hillary Clinton et de Joe Biden en 2015



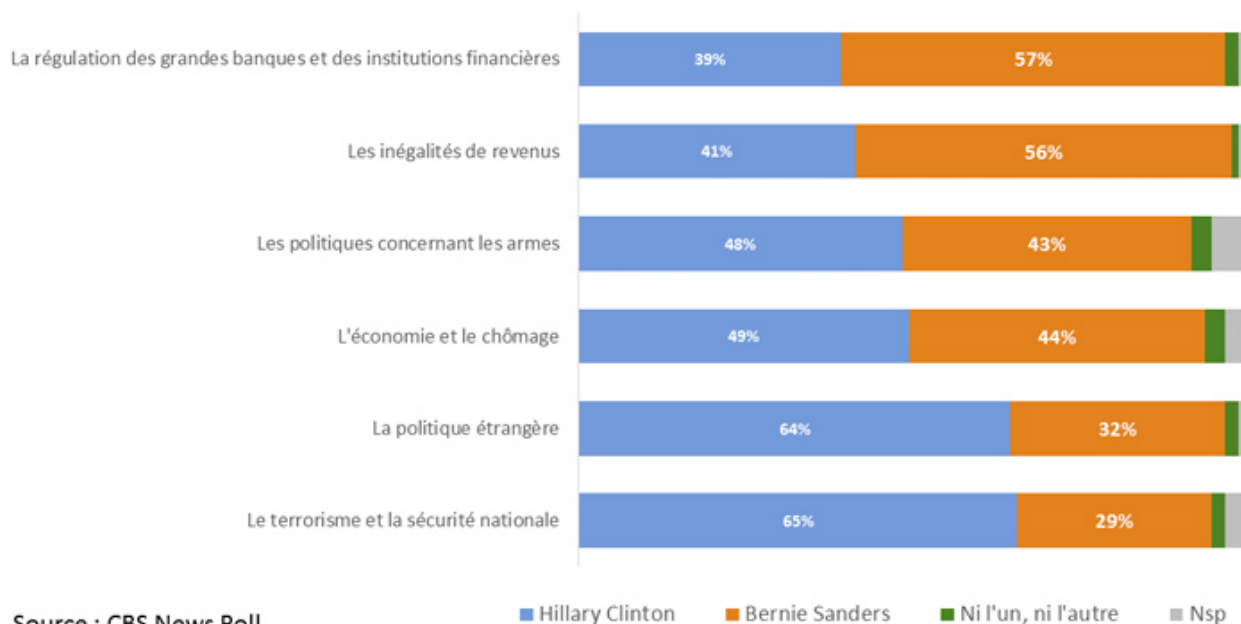
Source : Sondages Monmouth University.

Ce faisant, le vice-président, comme auparavant son prédécesseur Dick Cheney, s'est détourné d'un schéma classique pour le camp au pouvoir : après deux mandats présidentiels, le vice-président fait figure de candidat naturel pour succéder au sortant qu'il a secondé pendant huit ans. Richard Nixon en 1960, Hubert Humphrey en 1968, George H. Bush en 1988 et Al Gore en 2000 ont ainsi su profiter de leur position institutionnelle pour être investis par leur parti. Ce modèle historique est désormais battu en brèche : au XXI^e siècle, la vice-présidence n'est plus la voie royale vers la Maison Blanche.

Le retrait de Joe Biden et la prédominance d'Hillary Clinton en 2014-2015 auraient pu dissuader tout candidat sérieux de dilapider son capital politique dans une confrontation perdue d'avance. Le jeu politique a paru s'orienter vers une sorte de primaire de ratification, incluant seulement quelques candidatures de témoignage, jusqu'à ce que le sénateur du Vermont Bernie Sanders prenne le risque de venir contester l'investiture annoncée de l'ancienne First Lady, en choisissant d'investir un champ rhétorique et programmatique qu'elle laissait relativement vide sur sa gauche.

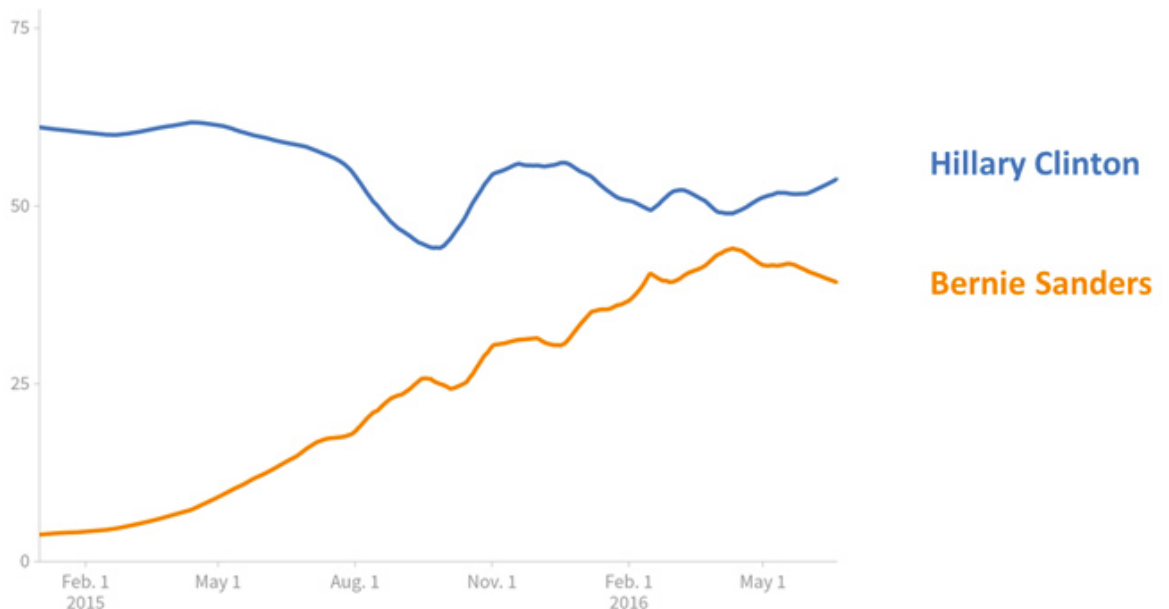
En occupant cet espace politique, il a su se démarquer nettement du positionnement d'Hillary Clinton et gagner les faveurs d'une partie de l'électorat. Une majorité de sympathisants démocrates le jugeait ainsi comme le candidat le plus compétent en ce qui concerne la régulation des grandes banques et des institutions financières (57%) ou la réduction des inégalités de revenus (56%), tandis que Hillary Clinton était créditée d'une compétence très large dans les domaines correspondant à son expérience de secrétaire d'État pendant le premier mandat de Barack Obama, comme la politique étrangère (64%) ou le terrorisme et la sécurité nationale (65%). Elle bénéficiait d'un court avantage dans le domaine économique (49% contre 44%).

Le meilleur candidat dans différents domaines de compétences selon les sympathisants démocrates



Les courbes d'intentions de vote décrivent parfaitement la progression continue de la candidature de Bernie Sanders, qui a su conquérir jusqu'à 40% de l'électorat démocrate. Elles démontrent aussi la résistance d'Hillary Clinton. Certes, les 55 points d'avance dont elle disposait en février 2015 ont fondu comme neige au soleil. Mais à l'automne 2015, notamment grâce à sa prestation dans les débats télévisés, elle a su relancer sa candidature et ne pas laisser son rival prendre l'avantage. Après les premières primaires emportées par Hillary Clinton, le score de Bernie Sanders a marqué un léger déclin, signe qu'une partie de ses électeurs avait pris acte de son incapacité à emporter l'investiture et décidé de se reporter sur la candidate en position de force.

L'évolution des intentions de vote de Bernie Sanders et Hillary Clinton auprès des sympathisants démocrates



Source : Huffpollster

L'élection générale : un choix par défaut ?

Pour des raisons différentes, les primaires de chacune des deux grandes formations politiques ont été mouvementées. Aussi, après ces tumultes, les deux Conventions étaient l'occasion de refaire l'unité du parti, de reconstituer un capital politique pour chaque candidat et de se présenter sous un nouveau jour, plus rassembleur, pour la seconde partie de l'élection. Ces deux événements politico-médiatiques n'ont toutefois pas eu le même retentissement dans l'opinion publique.

La Convention républicaine, tenue à Cleveland du 18 au 21 juillet, a été marquée par divers incidents : le plagiat dont s'est rendue coupable Melania Trump dans son discours, le refus de plusieurs figures républicaines importantes de participer à la Convention (les anciens candidats John McCain et Mitt Romney, les anciens présidents George H. Bush et George W. Bush,...) et surtout l'intervention à la tribune de Ted Cruz, refusant d'appeler à voter pour le candidat investi par le parti.

En opposition avec l'affichage de ces déchirements, la Convention démocrate organisée à Philadelphie du 25 au 28 juillet a permis de mettre en scène l'unité du parti. Bernie Sanders a appelé à voter pour Hillary Clinton, alors même qu'à la veille de la Convention des preuves ont été rendues publiques de tentatives de déstabilisation de sa candidature par les plus hautes instances

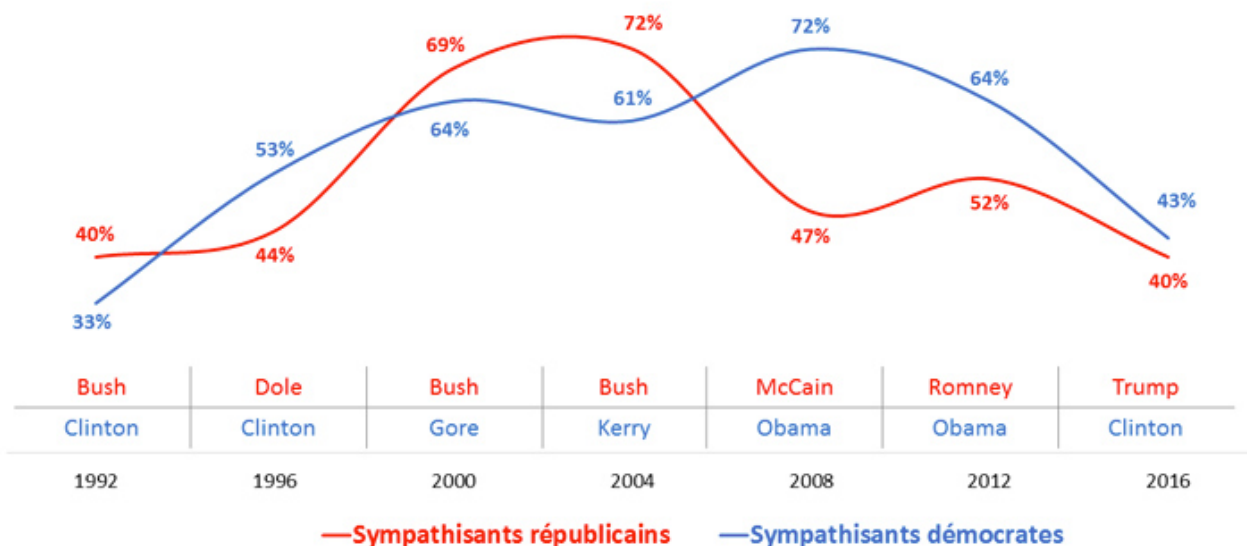
dirigeantes pendant les primaires, ce qui a conduit à la démission de la présidente du parti. Le soutien de Michelle et Barack Obama ainsi que de Joe Biden ont complété ce tableau unitaire. À cela s'est ajouté un meilleur choix de colistier pour Hillary Clinton aux yeux de l'opinion publique. 46% des Américains considèrent que la sélection du sénateur et ancien gouverneur de Virginie Tim Kaine constitue une décision « excellente » (13%) ou « assez bonne » (33%). Dans le camp républicain, le choix du gouverneur de l'Indiana Mike Pence est moins bien perçu (37%).

Les démocrates ont ainsi projeté une image plus positive d'eux-mêmes, ce qui a permis une meilleure diffusion de leur message politique et s'est traduit par des gains dans l'opinion publique. Au sortir des Conventions, 44% des Américains déclaraient avoir une opinion plus favorable du Parti démocrate (contre 35% seulement à propos du Parti républicain). Parallèlement, 45% des interviewés se sentaient plus enclins à voter pour Hillary Clinton, un résultat en ligne avec ceux observés lors des Conventions démocrates précédentes depuis 1996. En revanche, preuve de l'échec de la Convention du GOP, 51% des Américains se disaient moins disposés à voter pour Donald Trump après le rassemblement de Cleveland : il s'agit du plus mauvais score enregistré par un candidat républicain.

Pire encore, seuls 40% des sympathisants républicains se déclarent satisfaits du choix de Donald Trump, ce qui montre la fracture de la base électorale du parti. Jamais un candidat n'a aussi peu rassemblé son électorat depuis George H. Bush en 1992, année de l'échec de sa tentative de réélection. Les scores de George W. Bush en 2000 et 2004, c'est-à-dire lors des deux dernières élections présidentielles emportées par le GOP, étaient beaucoup plus élevés (respectivement 69% et 72%).

En face, le camp démocrate ne fait pas preuve d'une plus large adhésion à sa candidate, en dépit de la réussite de sa Convention. 43% seulement des sympathisants expriment leur satisfaction à l'égard de l'investiture d'Hillary Clinton, un score lui aussi très éloigné de ceux dont a bénéficié Barack Obama (72% en 2008 et 64% en 2012). Un seul candidat a obtenu un résultat inférieur au sien : Bill Clinton en 1992 (33%), ce qui éclaire et met en perspective le rejet dont souffre Hillary Clinton auprès d'une partie des démocrates.

L'évolution de la satisfaction des sympathisants républicains et démocrates à l'égard du candidat investi pour la présidentielle



Source : Pew Research Center

Ce faible soutien à l'égard des deux candidats investis intervient dans un contexte dans lequel les thématiques économiques et budgétaires obtiennent toujours la tête des enjeux auxquels les électeurs accordent le plus d'importance : « la création d'emplois, la croissance économique » (26%) se classe en première position, tandis que « le déficit, les dépenses gouvernementales » occupent la troisième place (16%). La deuxième priorité est attribuée à « la sécurité nationale, le terrorisme » (21%). Ce niveau élevé est identique (22%) à celui observé lors de la campagne de 2004, première élection présidentielle depuis le 11 septembre 2001. Il est en très forte progression par rapport à 2012. À cette époque, le terrorisme était l'enjeu le moins cité : seuls 1% des Américains considéraient alors qu'il s'agissait d'une priorité.

Cette résurgence des attentes en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme est évidemment à mettre en relation avec les différents attentats survenus à l'étranger, notamment en France et sur le territoire américain, en particulier les tueries de San Bernardino (décembre 2015) et d'Orlando (juin 2016) qui ont marqué les esprits. En dehors des thématiques économiques et sécuritaires, les autres domaines d'action politique ne sont pas véritablement identifiés comme des enjeux prioritaires. Ainsi, en dépit du débat concernant ObamaCare, les problématiques de santé sont placées au second plan (15%), devant l'environnement et le changement climatique (8%).

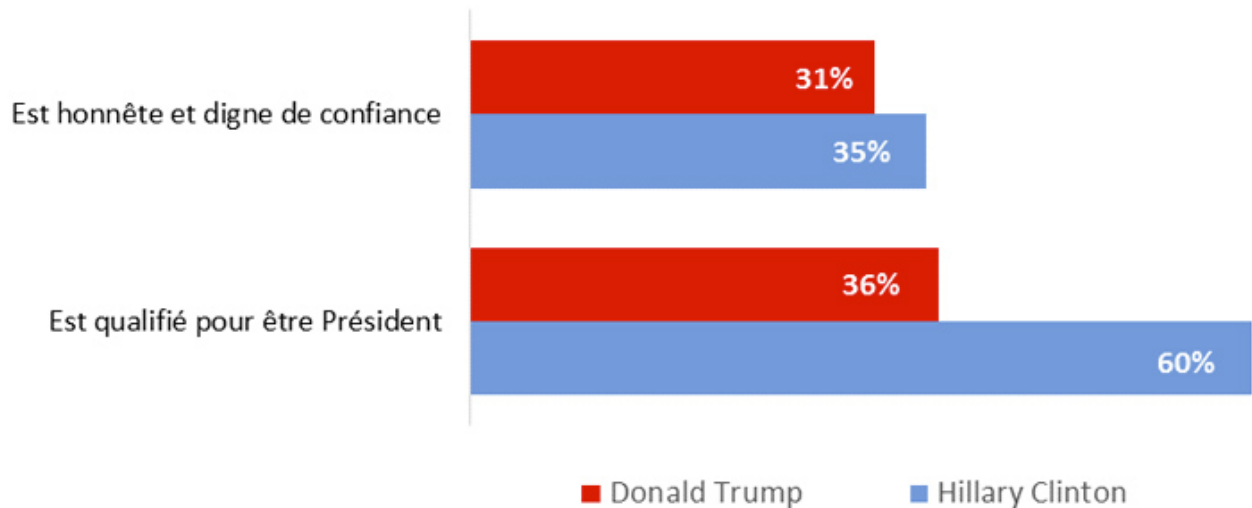
Cette hiérarchie des attentes des électeurs favorise les républicains. Donald Trump, qui promet de « décapiter » l'État Islamique, bénéficie de son positionnement sécuritaire. Il est jugé meilleur que sa rivale pour « lutter contre les menaces terroristes dans le pays et à l'étranger » (50% contre

43%). Notons cependant que « l'immigration », thème qu'il a fortement mis en avant, notamment à travers le projet d'érection d'un mur sur la frontière mexicaine, n'est cité comme une priorité que par 8% des personnes interrogées. De la même façon, son parcours personnel et sa fortune incitent les Américains à penser qu'il « sait ce qu'il faut faire pour créer des emplois » (51% contre 42%). Ajoutons que son extériorité au jeu politique, dont Hillary Clinton est une actrice majeure depuis 25 ans, lui permet d'incarner plus facilement un certain renouvellement. Il « saurait freiner la puissance de Wall Street » mieux que son adversaire (45% contre 38%). Une large majorité (60% contre 27%) considère qu'il « changerait la façon dont Washington fait ses affaires ». Mais il souffre d'un talon d'Achille qui le handicape fortement : il ne donne pas le sentiment de disposer des qualités requises pour être chef de l'État.

Or, la compétence constitue précisément l'axe structurant de l'image d'Hillary Clinton. De ce point de vue, son caractère est perçu comme un atout. Les électeurs considèrent qu'elle dispose de « grandes qualités de leadership » (58%) et qu'elle possède « le tempérament et la personnalité pour être une bonne présidente » (57%). Son expérience politique la crédibilise : elle est « préparée pour le métier de présidente » (60%). En comparaison avec Donald Trump, les Américains estiment qu'elle « possède les compétences nécessaires pour mener une politique étrangère » (58% contre 36%). Au final, elle pourra davantage « faire avancer les choses à Washington » (50% contre 41%).

Cet avantage concurrentiel de la compétence ne doit pas masquer une vraie fragilité : seuls 35% des électeurs considèrent qu'Hillary Clinton est « honnête et digne de confiance ». Les différentes affaires qui l'entourent confortent ces perceptions qui font écho aux divers scandales qui ont émaillé la présidence de son mari. Pourtant, sur cet aspect, Donald Trump est crédité d'un score encore plus faible (31%), qui lui interdit de prendre un ascendant moral sur sa concurrente. Plus généralement, même si les causes diffèrent, chaque candidat pâtit d'une image négative d'intensité équivalente : une majorité des électeurs déclare ainsi avoir une opinion défavorable à la fois de Donald Trump (53%) et d'Hillary Clinton (52%).

L'image comparée des deux candidats



Source : ABC News/Washington Post Poll

Cette configuration est inédite dans l'histoire électorale récente. À de nombreuses reprises lors des élections présidentielles précédentes, un candidat en demi-teinte a contrasté avec un candidat plus charismatique, comme par exemple George McGovern et Richard Nixon en 1972 ou Walter Mondale et Ronald Reagan en 1984. Cette année, personne ne peut compter sur la faiblesse de l'adversaire pour se démarquer et se valoriser. Cette situation est source d'incertitude en ce qui concerne le comportement de l'électorat américain. Déçus par l'offre électorale qui leur est proposée, les citoyens pourraient être tentés de se réfugier dans l'abstention ou bien faire un choix par défaut en apportant leurs suffrages au moins mauvais des candidats, au plus compétent des deux, c'est-à-dire à Hillary Clinton.

Conclusion

Au final, les principaux indicateurs d'opinion accordent à Hillary Clinton un court avantage sur Donald Trump. Les pronostics de victoire la favorisent : 58% des Américains considèrent qu'elle va l'emporter. Les dernières estimations lui accordent environ 340 grands électeurs, quand seuls 270 sont nécessaires pour être élu. La confirmation de ce résultat classerait son élection assez loin des victoires écrasantes (*landslides*) de Lyndon Johnson en 1964 (486) ou Ronald Reagan en 1984 (525). Mais l'avance très conséquente, dont elle bénéficiait dans les intentions de vote après les Conventions, s'est nettement réduite en septembre, sous l'effet des interrogations au sujet de sa

santé et d'une discipline croissante de son adversaire dans la maîtrise de sa communication. La possibilité d'une victoire à l'arrachée d'Hillary Clinton n'est aujourd'hui pas à exclure, même si elle a conforté son avantage en termes de compétences lors du premier débat.

La défaite de Donald Trump constituerait un troisième échec consécutif à l'élection présidentielle pour le Parti républicain, aggravé peut-être par un recul important à la Chambre des représentants voire la perte du Sénat. Elle viendrait exacerber la crise idéologique dont Donald Trump, après le Tea Party, est à la fois le symptôme et la dernière conséquence en date. La double question de la réforme de la stratégie électorale et de la rénovation du message du parti serait à nouveau posée.

Chez les démocrates, si Hillary Clinton devenait le 45^{ème} président des États-Unis, il conviendrait de saluer l'accès pour la première fois d'une femme à la Maison Blanche, percée de l'ultime « plafond de verre », tout aussi symbolique que l'élection de 2008. Mais entre ces deux scrutins à caractère historique, comment ne pas voir que le faible enthousiasme pour Hillary Clinton contraste fortement avec l'Obamania qui avait porté au pouvoir son prédécesseur ?